

Seitenblick des Präsidenten

Regard en coin du président



Matthias Samuel Jauslin
president@aeroclub.ch

Zentralpräsident
Aero-Club der Schweiz
Président central
Aéro-Club de Suisse

Zugangssperre versus rechtsfreier Raum

In wenigen Tage fällt die Entscheidung:

Lassen wir ausländische Online-Casinos ohne jegliche Regelung weiterhin gewähren oder besinnt sich das Stimmvolk auf die Verfassung? Nur mit einem Ja zum neuen Geldspielgesetz wird es nämlich möglich, bei Geldspielen klare Regeln durchzusetzen. In einem sechsjährigen Prozess haben Bundesrat und Parlament das Lotteriegesetz aus dem Jahr 1923 und das Geldspielgesetz aus dem Jahr 1988 in ein einheitliches Werk gegossen. Dabei sollen weiterhin rund 80 Prozent der Spieleinsätze der AHV, dem Sport sowie der Kultur zu Gute kommen. Bei einem Ja dürfen Schweizer Casinos in Zukunft auch Sportwetten und Geldspiele im Internet anbieten. Das gilt aber nur für Anbieter, die physisch in der Schweiz ein Casino betreiben, sich an strenge Regeln halten und eine Konzession besitzen. Bund und Kantone müssen die verfassungsmässige Aufsichtspflicht erfüllen können. Dies ist bei Online-Casinos aus Offshore-Staaten wie Gibraltar oder Antigua nicht möglich. Zudem entrichten diese weder Mehrwertsteuer, noch Abgaben an die AHV. Illegale Online-Geldspiele sollen deshalb mit einer Zugangssperre belegt werden.

Doch was hat das mit dem AeCS zu tun?

Mit dem neuen Geldspielgesetz erhalten auch die beiden Lotteriegesellschaften Swisslos und Loterie Romande ein modernes Regelwerk. Aus den Reingewinnen gehen erhebliche Summen, 2017 waren es über 160 Millionen Franken, an den Schweizer Sport. Davon profitieren auch der AeCS, unsere Sparten, diverse Aviatik-Veranstaltungen und einzelne Fluggruppen. Heute fließen aber jedes Jahr rund 250 Millionen Franken für Geldspiele an ausländische Online-Casinos ab und es wird immer mehr. Doch unseren Lotteriegesellschaften und Casinos ist es bis heute nicht erlaubt, an diesem stark wachsenden Markt teilzuhaben. Wenn wir auch weiterhin Fördermittel für die Sportaviatik beantragen möchten, sollten wir uns dafür einzusetzen, diese Töpfe auch zu füllen.

Aus diesem Grund sind Leitplanken, im aktuellen Fall Zugangssperren für illegale Anbieter, ein akzeptables Mittel. Mit dem neuen Geldspielgesetz wird unser Internet nichtzensur und schon gar nicht werden wir von der Digitalisierung abgeschottet. Ganz im Gegenteil: Mit dem neuen Geldspielgesetz schaffen wir eine faire Grundlage, legal um Geld zu spielen. Daher unterstütze ich das neue Geldspielgesetz mit einem überzeugten Ja.

Blocage d'accès versus vide juridique

La décision tombera dans quelques jours:

autoriserons-nous les casinos en ligne étrangers de continuer à sévir sans aucune réglementation ou le souverain va-t-il réfléchir sur notre Constitution? Seul un oui à la nouvelle loi sur les jeux d'argent permettra en effet d'imposer des règles claires aux jeux d'argent. Dans un processus ayant demandé six ans, le Conseil fédéral et les Chambres ont fusionné en un tout homogène la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels datant de 1923 et la loi sur les jeux d'argent de 1988. Quelque 80% des mises de jeu doivent toujours revenir à l'AVS, au sport ainsi qu'à la culture. Avec un oui, les casinos suisses pourront dans le futur proposer également des paris sportifs et des jeux d'argent sur Internet. Cela ne vaudra toutefois que pour les prestataires exploitant physiquement un casino en Suisse, en respectant des règles strictes et possédant une concession. La Confédération et les cantons doivent pouvoir satisfaire à leur obligation constitutionnelle de surveillance. Cela n'est pas possible dans le cas des casinos en ligne d'États extraterritoriaux tels que Gibraltar ou Antigua, qui, de plus, ne s'acquittent ni de la taxe sur la valeur ajoutée ni de redevances à l'AVS. Les jeux d'argent en ligne illégaux doivent par conséquent être frappés d'un blocage d'accès.

Mais qu'a donc cela à voir avec l'AéCS? Les deux sociétés de loterie Swisslos et Loterie Romande reçoivent également un dispositif réglementaire moderne avec la nouvelle loi sur les jeux d'argent. Issues des bénéfices nets, des sommes importantes reviennent au sport suisse. Il s'agissait de plus de 160 millions de francs en 2017. L'AéCS en profite également, de même que ses disciplines, différentes manifestations aéronautiques et divers groupes de vol. Aujourd'hui, chaque année, quelque 250 millions de francs s'écoulent pour des jeux d'argent vers des casinos en ligne étranger, une tendance en constante augmentation. Nos sociétés de loterie et les casinos n'étaient jusqu'ici pas autorisés à participer à ce marché en forte croissance. Si nous souhaitons pouvoir demander à l'avenir également des aides financières pour l'aviation sportive, nous devrions aussi nous impliquer pour alimenter ces sources financières.

Pour cette raison, des garde-fous, et dans le présent cas des blocages d'accès pour prestataires illégaux sont un moyen acceptable. La nouvelle loi sur les jeux ne censurera pas notre Internet et nous ne serons certainement pas coupés de la numérisation. Bien au contraire: nous créons avec la nouvelle loi sur les jeux d'argent une base équitable de jeu légal. C'est pourquoi je soutiens la nouvelle loi sur les jeux d'argent par un oui convaincu.